



Mardi 18 novembre 2025

À l'adresse des financeurs publics du FIBD,

Grâce à une mobilisation historique du secteur de la bande dessinée, les financeurs publics, après des années d'interpellations, ont pris la mesure de la situation. La refonte de l'ADBDA nous semble être une bonne piste pour la suite, et sommes satisfait·s de la mise en retrait de l'association du festival au profit de cette dernière. Nous prenons acte de la volonté historique de changer la gouvernance de ce festival central pour la bande dessinée. Nous attendons désormais la démission de Delphine Groux de son poste de présidente de l'association du FIBD.

Il nous paraît important de souligner qu'une telle refonte du festival, aussi nécessaire et souhaitable soit-elle, ne pourra se faire sans nous, travailleur·euses de la bande dessinée, comme nous vous l'avons rappelé à de nombreuses reprises. Néanmoins, celle-ci ne peut se faire dans la précipitation.

Les financeurs publics doivent prendre acte que le paysage politique des auteur·ices a changé, nous ne sommes plus en 2016. Les coupes massives dans les budgets de la Culture et la précarisation toujours plus grande de nos professions n'ont fait qu'accélérer notre organisation collective et comme vous avez pu le constater, nous sommes désormais capables de nous rassembler massivement pour défendre nos conditions de travail. Nous insistons sur le fait que le boycott/girlcott est maintenu : il est impossible de faire redescendre la mobilisation tant que la société 9e Art+ pilotera la manifestation, même avec la promesse de retrait de Franck Bondoux.

La situation cristallise de nombreux problèmes de notre époque : violences sexistes et sexuelles, gouvernance autarcique, mépris généralisé des travailleur·euses y compris des bénévoles, exploitation mercantile, validisme, etc. Par conséquent, nous ne participerons pas à l'édition 2026.

Pour toutes ces raisons, nous sommes aussi solidaires du manifeste des 285 acteur·ices de la bande dessinée publié le lundi 17 novembre 2025 dans L'Humanité. Nous vous invitons à en prendre connaissance.

La refondation du festival ne peut pas se faire sans nous, c'est pourquoi nous serons présent·es à l'assemblée générale de la nouvelle ADBDA, évoquée dans votre communiqué, pour écouter vos propositions et échanger sur nos revendications, sur lesquelles nous serons intransigeant·es. En revanche, cette assemblée générale fondatrice ne peut décemment pas être tenue au mois de janvier 2026 pendant un festival sous boycott. L'inter-orga BD se tient à votre disposition pour discuter d'un autre calendrier.

Vous trouverez jointe à ce courrier, notre liste de revendications.

L'inter-orga BD :

STAA CNT-SO

MeTooBD

SNAP-CGT

La Ligue des auteurs professionnels

Snéad-CGT

ABDIL

Le Collectif des créateurices de BD contre le sexisme,

La Charte des Auteurs et Illustrateurs jeunesse

Les États Généraux de la Bande Dessinée